

DECISION DU PRESIDENT**N° : DEC-021-2022**

Objet : CONVENTION DE FINANCEMENT : IMPLANTATION D'UNE GLISSIERE DE SECURITE RUE DARIUS MILHAUD- COMMUNE DE NERAC.

Vu les statuts d'Albret Communauté,

Vu la compétence Voirie - Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°DE-091-2021 du 10 novembre 2021, exécutoire au 08 décembre 2021, portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Albret Communauté (CCAC) ;

Vu l'élaboration du programme de travaux de voirie 2022 pour les communes d'Albret Communauté,

Albret Communauté et la commune de Nérac ont décidé de réaliser des travaux d'implantation d'une glissière de sécurité rue Darius Milhaud.

Les travaux relèvent exclusivement de la compétence d'Albret communauté, en revanche il est décidé d'une participation financière de la commune de Nérac, objet de la présente décision et détaillé comme suit :

Plan de financement : Implantation d'une glissière de sécurité rue Darius Milhaud à Nérac

Désignation des ouvrages	Chiffrage	Répartition Financière	
		CCAC	Mairie
Implantation d'une glissière de sécurité			
Montant HT	1640.20 €	1640.20 €	
TVA	328.04 €		
Montant TTC	1968.24 €		
Prise en charge communale 50% du HT			820.10 €
Reste à charge CCAC		1148.14 €	

AR Prefecture

047-200068948-20220216-DEC_021_2022-AU
Reçu le 17/02/2022
Publié le 17/02/2022

Le Président de la Communauté de Communes Albret Communauté,

DECIDE

Article 1 : de signer la convention de financement concernant les travaux d'implantation d'une glissière de sécurité rue Darius Milhaud sur la commune de Nérac.

Article 2 : De préciser que les crédits correspondants seront prévus au budget 2022.

Fait à NERAC le,

16 FEV. 2022

Le Président,

Alain LORENZELLI



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, CS 21 490 (9, rue Tastet 33063 Bordeaux) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire